

Que dire à nos petits enfants lorsqu'ils nous poseront cette question: c'est ça Papy que tu nous laisses?

écrit par Regis Guillem | 23 avril 2020



Chaque jour nous apporte un fait nouveau, je devrais plutôt dire un "méfait" nouveau.

Et rien ne nous laisse entrevoir des jours meilleurs.

A la tête de l'Etat des traîtres au pays, à la tête de l'armée un chef d'Etat-Major gamelard, la population à 80% inculte, des forces de l'ordre dont la véritable appellation serait "forces du désordre", à présent ce fameux virus dont le préfixe nous vient de cette religion de paix: "Coron..à...virus".

Bref, tous les ingrédients pour nous qui avons tout quitté pour cette amère patrie, pour nous ramener 60 ans en arrière; pour nous interroger sur le sort de notre descendance. Ainsi nous aussi avons rejoint le flot de tous ces pleutres qui n'ont dans la bouche que cette phrase: "c'est comme ça". Ainsi j'ai non seulement la [rabbia](#), mais

aussi la honte surtout en ce jour du 22 Avril 2020 (1)

Tous les nôtres là-haut, qu'en pensent-ils ?

Et que dire à nos petits enfants lorsqu'ils nous poseront cette question: " C'est ça Papy que tu nous laisses?"

Je suis fatigué...

.

Non, Régis ce n'est pas que n'as pas su défendre ton héritage, notre héritage. Tu as su, au contraire, tu as consacré tes meilleures années et tout le reste de ta vie à ce combat... Tu n'as pas pu, malgré ton combat, le gagner, pas encore du moins, parce qu'il n'y avait pas assez de Régis Guillem en Algérie et en France en ce 22 avril 1962. Parce qu'il y avait déjà, alors, dans les allées du pouvoir, bien trop de porteurs de valises... Je t'embrasse, Régis. Tiens bon malgré ta fatigue, malgré ta tristesse, nous avons besoin de son exemple, de ton analyse de ton amour pour la mère patrie même quand elle devient l'amère patrie...

Christine Tasin

(1) Extrait de [Et la levêche souffla sur l'Oranie...](#)

Samedi 22 avril 1961

Je dois ce matin me rendre au bureau ; monsieur Faust m'a demandé de terminer quelques comptes.

Je pars donc de chez moi vers 8 heures et j'emprunte la route de Bel-Hacel qui descend en ville; je suis sous le pont du chemin de fer et m'apprête à prendre l'avenue de Pélissier lorsque j'entends de la musique militaire diffusée par des haut-parleurs; des fenêtres sont ouvertes et la radio diffuse également de la musique militaire.

Un homme apparaît à une fenêtre et hurle « L'armée a pris le pouvoir à Alger! »

Je n'attends pas la fin de la phrase et rebrousse chemin en me précipitant chez moi afin d'écouter moi-même la radio; la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre; aux fenêtres surgissent des drapeaux tricolores, toutes les fenêtres d'où résonnent les rythmes militaires sont ouvertes, on entend ci et là des « Algérie française », « l'armée avec nous ».

L'émotion m'étreint et me donne des ailes, je gravis les escaliers 4 à 4 et me précipite comme un forcené à l'intérieur de chez moi ; maman n'a visiblement rien compris, je la prends dans mes bras et crie à tue-tête : « L'armée a pris le pouvoir, l'armée a pris le pouvoir ».

Passé le temps des émotions je repars pour la ville. Des groupes de jeunes et moins jeunes se dirigent également vers le centre-ville, on perçoit distinctement des slogans « Algérie française, Algérie française ».

Arrivé à hauteur de la mairie, j'aperçois une foule de plusieurs centaines de personnes agglutinées sur l'avenue 1^{er} de ligne.

Je me rends immédiatement au Novelty où sont déjà plusieurs camarades qui commentent l'événement ; les renseignements nous parviennent par les uns et les autres et peu à peu nous avons connaissance du déroulement des événements qui se sont déroulés à Alger.

4 généraux 5 étoiles, les plus hauts gradés et décorés de l'armée française, Challe, Zeller, Salan, Jouhaud, avec l'appui des plus prestigieux régiments de l'armée française, tel le 1^{er} régiment étranger de parachutistes, ont pris le pouvoir à Alger dans le seul but de garder l'Algérie française.

Le putsch, puisque c'en est un, s'est déroulé à la vitesse de l'éclair sans effusion de sang et selon un déroulement des plus simples tel que narré ci-dessous :

Dans la lueur blanche des phares des GMC, la voiture venant en sens inverse s'était mise en travers de la route. Un petit homme à lunettes, en uniforme, mais aussi peu militaire que possible, en jaillit, les bras en croix :

– Arrêtez !

Une jeep, débordant la file de camions, arrivant à tombeau ouvert, fit crisser les pneus. Le lieutenant Durand-Ruel était à côté du chauffeur.

– Vous me reconnaissez ? lui demanda le petit homme.

Quel lieutenant ne connaissait pas la silhouette du commandant en chef en Algérie, le général Gambiez ?

– Retirez-vous, vous n'êtes plus dans la course! fit le lieutenant. Nous avons ordre d'aller à Alger.

– De mon temps, dit Gambiez, les lieutenants obéissaient aux généraux !

– De votre temps, les généraux ne bradaient pas le territoire national !

Et Durand-Ruel lança au chauffeur:

– Vas-y !

Celui-ci contourna le commandant en chef et, de son pare-chocs, poussa la voiture sur le bas-côté. Les dés étaient jetés.

La colonne du 1er régiment étranger de parachutistes reprit sa course folle.

Gambiez remonta dans son auto. Sur les coussins, à côté de lui, le général Saint-Hillier, commandant la 10^e Division de parachutistes dont dépendait ce régiment, était effondré. Il avait dîné, le soir même chez lui, avec Denoix de Saint-Marc, commandant par intérim le 1^{er} REP, et ce dernier lui avait assuré que tout était calme !

Un univers basculait. Gambiez ne savait que trop où les paras se rendaient.

– Au gouvernement général, dit-il à son chauffeur.

Là, sur le Forum, les véhicules du 1^{er} REP étaient déjà en bataille. Comme les gendarmes en barrage sur les routes de Zeralda, les CRS censés garder le GG avaient déjà cédé. Le jeu était joué d'avance. La puissance de feu du 1^{er} REP, sa détermination à aller au bout de ses entreprises, plus encore, le fait que les forces de police n'ont jamais le droit d'ouvrir le feu les premières, enfin l'autre fait, capital, que depuis des années en Algérie, tous les services d'ordre avaient été bafoués et, le cas échéant, plus ou moins nettement désavoués, expliquait largement que le GG avait pu être pris sans coup férir.

Tout de même, Gambiez, obstiné, sortit de sa voiture devant les grilles. Le hasard voulut ou les effectifs assez restreints du 1^{er} REP, qu'il retombât sur le même lieutenant Durand-Ruel. L'altercation déboucherait cette fois encore sur le désaccord de fond. Alors, comme Gambiez et Saint-Hillier allaient repartir, Durand-Ruel tira un coup de feu dans les pneus avant de la voiture et fit prisonniers les deux généraux. Il appliquait les consignes prévues d'arrêter tous les grands responsables de l'Algérie.

Au palais d'Été, résidence du délégué général Jean Morin et de la plupart des membres du cabinet, les choses s'étaient passées avec la même facilité.

Pourtant, nous étions prévenus. Dès 8 heures du soir, des coups de téléphone, dont le premier venait de Kabylie, avaient donné l'alerte, précisant qu'un putsch militaire se préparait. Confirmation était même arrivée de Paris. Dans ce palais arabe, entouré d'un merveilleux jardin, croulant sous les bougainvillées, en terrasses sur la baie d'Alger, Morin avait aussitôt rameuté son monde, convoqué Gambiez.

Celui-ci était incrédule. Mais Paris avait confirmé le renseignement et, finalement, la gendarmerie annonça des mouvements de camions au camp du 1er REP. Le commandant en chef avait alors donné l'ordre de déplacer son état-major du quartier Rignot au Fort-l'Empereur pour que le commandement échappât à un coup de main. Et il était parti essayer de stopper le 1er REP. En vain, on l'a vu.

Morin, quant à lui, n'avait pu obtenir de témoignage précis de loyalisme que de l'amiral Querville, commandant la Marine, qui s'était précipité à l'Amirauté mettre le Penon en état de défense.

Restait à savoir si le délégué général devait quitter le palais d'Été, voire même Alger. Il avait décidé la quasi-totalité de son cabinet à ne pas fuir.

Seul, Coup de Fréjac, directeur de l'Information, plus plongé peut-être que les autres dans le bain algérois, répondit qu'il ne se sentait pas l'âme d'un prisonnier. Il quitta le palais d'Été et sut disparaître dans Alger jusqu'à la fin du putsch, comme François Coulet, directeur des Affaires politiques.

À deux heures du matin, les parachutistes des commandos de l'Air, ayant à leur tête le commandant Forhan, se présentèrent aux grilles du palais d'Été, déjà investi par d'autres paras qui avaient sauté par-dessus les murs mitoyens du musée du Bardo. Ils prirent le poste à revers. Il n'y eut pas de drame.

Le lendemain, Gambiez, Saint-Hillier et les captifs du palais

d'Été seront envoyés à In Salah, au fin fond du Sahara.

La radio, le commissariat central, la Grande Poste, tout cela n'avait pas posé de problème. La caserne Pélissier, siège du corps d'armée d'Alger, non plus. Le général Vézinet, qui en était le chef, se retrouva prisonnier, une partie importante de son état-major acceptant le fait accompli. En revanche, le général Moullet, commandant Alger-Sahel, resta en liberté.

Une phrase de De Gaulle fait basculer Challe

Au petit matin du 22 avril, Alger était aux mains des conjurés. Et, fait important, sans aucun sang versé, sauf un sergent du centre radioélectrique d'Ouled Fayet, tué quand les insurgés s'étaient emparés de l'émetteur.

Le fait accompli, les responsables diffusèrent sur l'antenne un texte stigmatisant la politique d'abandon et affirmant qu'il n'était question que de remettre l'Algérie pacifiée à la France. Ce qui serait rapidement réalisé. Et que les autorités coupables seraient jugées. Cela pouvait mettre en cause beaucoup de monde. Ce texte était signé du général Challe, ex-commandant en chef en Algérie, du général Jouhaud, ex-inspecteur général de l'armée de l'Air, du général Zeller, ex-chef d'état-major de l'armée de Terre, « en liaison » avec le général Salan, ex-commandant en chef en Algérie.

Qui sont ces quatre généraux ?

Challe a gagné la guerre des wilayas en Algérie. Il n'a pu, pour des raisons évidentes, la gagner sur « les armées algériennes » installées dans les sanctuaires de Tunisie et du Maroc, et qui continuent à peser sur sa victoire.

Jouhaud est un pied-noir. Il est né à Bou Sfer, en Oranie. Rien au monde ne peut l'empêcher de ressentir l'événement « dans les tripes ».

Zeller est un homme de l'Est. Têtu, sûrement. À l'état-major

Terre, il s'est fait, parmi les officiers, une certaine « clientèle », dans le sens romain du terme, en affirmant que, tant qu'il serait là, un certain nombre de choses ne pourraient pas se faire. Cette attitude l'a amené à démissionner sous la IVe République. Quand il reprend ses étoiles, c'est auréolé de gloire, aux yeux de beaucoup d'officiers. Mis à la retraite, il a tenu malgré les « conseils » de Delouvrier à venir faire à Alger une visite d'adieu, où il a déposé une gerbe « à ceux qui sont morts pour l'Algérie française ».

Raoul Salan, tout le monde le connaît. C'est « le Mandarin » de la guerre d'Indochine, l'homme qui, le 13 mai, a pris le pouvoir à Alger, fait crier « Vive De Gaulle » puis qui, très vite, s'est repris. Il est, à cette heure, à Madrid, en dissidence affirmée. En aucune manière Salan n'a fait partie du complot. On ne l'a pas consulté. Il foncera, il est vrai, sur Alger dès que possible, mais n'y parviendra que 48 heures après le putsch.

Ce putsch, comment est-il né ? Comment s'est composé ce que De Gaulle appellera « le quarteron de généraux en retraite » ?

Tout a commencé à l'École militaire. En demi-disgrâce, le colonel Lacheroy y a des bureaux. L'ancien chef du service psychologique à Alger avait, en effet, été nommé directeur des cours des officiers de réserve. Dans ces bureaux, se retrouvaient des colonels qui, en esprit ou en actes, avaient joué un rôle dans le 13 mai 1958 ou aux barricades : Argoud, Blignièrès, Broizat, Gardes, Godard, Vaudrey.

Plus les généraux Jouhaud, Gardy, et Faure qui avait sa cour personnelle et, parfois, le général Vanuxem.

Soit à la retraite, soit en disgrâce, tous étaient liés par la même opposition farouche à la politique algérienne de De Gaulle. Il régnait une atmosphère de « demi-soldes ».

Parmi eux, un civil, Maurice Regard, un directeur des Affaires sociales au gouvernement général, que Salan avait nommé, après le 13 mai, secrétaire général adjoint et qui avait regagné Paris par la suite, muté à l'administration des Finances. C'est chez lui, boulevard de Courcelles, le 28 mars, qu'après les réunions de l'École Militaire, la chose prit forme.

Ce soir-là, Georges Bidault s'était joint aux habitués du bureau de Lacheroy. Il y fut affirmé que six à sept régiments, plus la Légion de Sidi Bel-Abbès, étaient prêts à marcher dans une opération sur Alger si l'on trouvait un chef digne de ce nom. Or le seul qui avait gagné la bataille d'Algérie, sinon la guerre, c'était Challe. Jouhaud fut chargé de sonder Challe, alors à Lyon. L'ancien commandant en chef ne se montra pas du tout enthousiaste. Mais depuis un certain temps, il recevait de nombreuses lettres de jeunes officiers lui clamant leur confiance.

En fait, le colonel Argoud orchestrait cette campagne postale, en insistant auprès de ses anciens subalternes pour qu'ils bombardent l'ex-commandant en chef de missives.

Peut-être ce dernier n'était-il qu'à moitié dupe. Sur les régiments de choc d'Algérie, susceptibles de se rallier à lui, il n'avait plus les éléments d'information nécessaires pour juger. Beaucoup d'officiers avaient été mutés entre-temps. L'atmosphère aussi avait changé. Sur les corps de troupe de métropole et d'Allemagne prêts à un putsch, il était sceptique et dès l'abord, il ne croyait pas à une action réalisable sur Paris.

« Je vous donnerai ma réponse le 11 avril, après la conférence de presse de De Gaulle », répondit-il.

Conférence où le général devait dire: « La France n'a aucun intérêt à maintenir sous sa loi, et sous sa dépendance, une Algérie qui choisit un autre destin. »

Ces paroles font l'effet d'un électrochoc sur Challe. Le 12

avril, il répond « oui ». On est à dix jours du putsch. Et c'est bien un train déjà en marche dans lequel monte l'ex-commandant Centre-Europe. Sur la préparation, Challe n'aura rien pu vérifier. Les colonels Argoud et Gardes ne partent que le 17 pour le Constantinois. Lacheroy a déjà rejoint l'Algérois. Le colonel Godard et le général Gardy embarquent le 20 sur une ligne régulière. Challe, Zeller et le colonel Broizat décollent, grâce à des complicités, de l'aérodrome de Creil, à bord d'un Nord 2501 militaire, censé transporter du matériel photographique.

Saint-Marc accepte, Gouraud réserve sa réponse

Dès l'arrivée, « il y a du flou ». L'avion s'arrête en bout de piste, à Alger-Maison-Blanche. Mais personne n'est là pour récupérer les arrivants. Il faut gagner Blida. On y atterrit à minuit. Là, effectivement, le commandant Robin, des commandos parachutistes de l'Air, attend. Il explique que l'affaire est décalée de 24 heures car cinq officiers déserteurs du 1er REP, qui rallient, n'ont pu embarquer à temps à Istres.

C'est une raison un peu mince pour courir ce risque. Ce n'est que le lendemain, 21 avril, que Challe s'installe à pied d'œuvre dans la villa des Tagarins, sur les hauts d'Alger, où se trouve le PC des commandos parachutistes. C'est pour apprendre que rien n'est encore fait avec le 1er REP, qui doit pourtant être la cheville ouvrière de l'opération sur Alger. Pour que cette opération fût possible, il fallait d'une part que le régiment fût au repos à Zeralda, à côté d'Alger, d'autre part, que le colonel Guiraud commandant le 1er REP, plus que réticent, partît en permission; ces deux conditions sont remplies. Mais son remplaçant, le commandant Denoix de Saint-Marc, a réservé sa réponse. Challe le voit à midi.

Les choses s'arrangent.

Saint-Marc voulait avoir la certitude que le putsch n'avait pas pour but d'imposer en France une dictature.

Avec les commandos de l'Air et le 1er REP, cela va suffire pour le premier acte: la prise en main d'Alger. Elle se fait dans la nuit. On l'a vu. Et c'est Godard qui, au matin, est à la tête de la zone Nord-Algérois. La ville, prévenue par la radio matinale, pavoise de toutes ses fenêtres.

L'armée au pouvoir, c'est son vœu de toujours.

À Constantine, c'est le général Gouraud qui commande. Si l'on peut dire. Argoud était chez lui, la veille à 19 heures. Il ne peut ignorer que le premier régiment de cavalerie du colonel de La Chapelle a abandonné Tébessa et fonce sur Alger. Il ne peut ignorer non plus que le 14e RCP (colonel Lecomte) et le 18e RCP (colonel Masselot), partent aussi pour la gloire, en pleine nuit, de Philippeville. Même si le général Autrand, commandant leur division parachutiste, la 25e, refuse de suivre.

De même, le 1er RCP, et le 8e RPIMa foncent sur Telergma, base aérienne à 40 kilomètres de Constantine, et le 2e REP prend la route d'Alger.

Dans la Ville blanche, les ont précédés le 1er REC et le colonel Puga, qui commande le 27e dragon.

La 10e DP, alors à Djidjelli dans la région de Philippeville, est en marche sur Constantine.

Refusant de suivre, le 3e RPIMa, l'ex régiment de Bigeard, commandé par le colonel Leborgne, reste sur place.

On comprend que cette débandade des troupes de choc ait profondément perturbé Gouraud.

Mais tout cela n'est pas encore acquis, et son attitude peut encore renverser la vapeur lorsque Maxime Roux, le préfet régional du Constantinois, l'appelle à 3 heures du matin pour le mettre en face de ses responsabilités. Gouraud est un esprit versatile. À 4 heures du matin, quand Challe l'appelle,

il lui donne son adhésion.

Convoqué à Alger Arfouilloux envoie son adjoint

Le général Lennuyeux, qui commande la zone de Constantine, pénètre alors dans son bureau et le met en garde. Il hésite. Il appelle son homologue du corps d'armée d'Oran, le général de Pouilly. Celui-ci lui répond qu'en ce qui le concerne, il n'est pas question de céder. Gouraud rappelle Challe :

- J'ai réfléchi, je ne marche pas !
- Il fallait réfléchir avant, répond Challe.
- Alors, c'est la guerre ?
- Pas tout de suite !

À quelques minutes près, Challe se retournait vers l'Oranie, obtenait au téléphone le général de Pouilly, commandant le corps d'armée. À la vérité, la préparation avait été bien mal faite. On avait beaucoup compté sur le colonel Lhermitte, chef d'état-major à Oran. Il était en permission. On s'adressait donc directement à Pouilly, dont les sentiments étaient notoirement opposés à une action de cet ordre.

- C'est dans une aventure que vous vous lancez ! Fut sa première réponse à Challe.

Puis il appela successivement les cinq généraux chefs de zone en Oranie, et tous furent apparemment d'accord pour refuser de s'engager.

Mais Challe pensait disposer d'une arme contre Pouilly: la légion étrangère de Sidi Bel-Abbès.

Pour lire la suite (et tout ce qui précède):

<https://resistancerepublicaine.com/2020/02/27/merci-regis-de-m-avoir-mis-ton-livre-sous-le-nez-jy-ai-tout-appris-de-lalgerie/>